

Tite-Live ne fait pas le buzz

PAR STÉPHANE ZÉKIAN

Les controverses sur la pertinence des humanités classiques ne datent pas de la massification de l'enseignement secondaire. Il y a quelque cent quatre-vingts ans, la Chambre des députés voyait déjà s'affronter sur ce thème l'astronome François Arago et le poète Lamartine. Que le sort des humanités ait pu, dans un cadre aussi solennel, mettre aux prises deux figures d'une telle envergure en dit long sur le statut symbolique des langues dites mortes dans la société française du XIX^e siècle. Depuis ces temps antédiluviens, les affrontements demeurent vifs, mais l'écho rencontré par ces débats s'est affaibli. La dernière réforme en date a bien sûr remis le feu aux poudres (qui ne se rappelle une ministre traitant ses contradicteurs de « pseudo-intellectuels » ?), mais le soufflé polémique n'a pas tardé à retomber. Les questions en jeu dans ces controverses anciennes ne sont plus de celles qui peuvent occuper durablement la scène médiatique. Tite-Live, disons-le, ne fait pas le buzz.

HUBERT AUPETIT, ADELINÉ DESBOIS-IENTILE ET CÉCILIA SUZZONI (DIR.)
LE BON AIR LATIN
Fayard, 356 p., 22 €



Au cours de l'actuelle campagne présidentielle, on a souvent remarqué que les sujets culturels brillaient surtout par leur absence. Ce n'est manifestement pas sur ce terrain que les candidats espèrent se démarquer. Faut-il en dire autant des questions relatives à l'éducation et à l'enseignement supérieur ? Dans une tribune publiée par *Le Monde* en février, de nombreux enseignants-chercheurs appelaient de leurs vœux « une vraie politique de l'université ». Constatant que « la formation supérieure et la recherche ne sont, comme aiment à le dire certains politiques, "pas un sujet" », ils dénon-

çaient l'indifférence – voire le mépris – opposée en haut lieu à la contestation de réformes dont certaines menacent le sens même de leur mission. Le désarroi d'enseignants-chercheurs las d'être à ce point « inaudibles dans le débat public » s'explique par le triste consensus qui, toutes majorités confondues, assujettit l'orientation de la recherche à une logique managériale. Mise en œuvre depuis au moins deux décennies, cette dérive a non seulement fini par dénaturer le travail quotidien des universitaires, elle a de surcroît démonétisé des pans entiers de culture qui ne sauraient trouver place dans un plan d'étude avant tout porté par des valeurs d'utilité et de rentabilité immédiates.

Dans un pareil contexte, il n'est pas sans intérêt d'ouvrir *Le Bon Air latin*, ouvrage collectif paru il y a quelques mois et qui revient, de manière militante et argumentée, sur la place et le statut du latin à l'école. Publié sous l'égide de l'ALLE (Association le Latin dans les littératures européennes), ce volume fait suite à *Sans le latin...* (2012), recueil auquel avaient notamment participé Yves Bonnefoy, François Hartog, Vincent Descombes ou encore Jackie Pigeaud. Il y a deux ans, en pleine controverse autour de la dernière réforme du collège, l'ALLE plaidait pour une recomposition du « paysage des

études littéraires ». Le mot d'ordre était de résister à l'amnésie ambiante : « aucune réforme des humanités ne pourra faire l'économie de la connaissance historique de leur objet, laquelle inclut évidemment le latin et le grec ». *Le Bon Air latin* illustre abondamment ce point de vue, mais il échappe au ressassement en variant très utilement les angles d'approche. Par la pluralité disciplinaire des intervenants (droit, philologie, poésie, mathématiques, philosophie, lettres modernes), le volume ouvre en effet une perspective transversale très bienvenue. Ici ou là, plusieurs formules expéditives suscitent la perplexité par leur absence de nuance. Même si l'ensemble est inégal et que les arguments avancés au fil des contributions n'ont pas tous la même force, sa lecture ne s'en avère pas moins globalement convaincante.

Au lieu de replier la question du latin sur l'étroit périmètre des lettres classiques, les auteurs lui subordonnent la vitalité future de la langue française

Au lieu de replier la question du latin sur l'étroit périmètre des lettres classiques, les auteurs lui subordonnent la vitalité future de la langue française. Ne pas évacuer le latin de l'horizon scolaire répond à un double impératif : historiquement, et contre tout verrouillage mortifère, c'est d'abord rappeler ce que fut, des siècles durant, la réinvention continue du français par son ressourcement latin ; c'est ensuite, par ce maintien d'une conscience linguistique ouverte et informée, préparer le terrain des innovations à venir. Parce qu'elle doit permettre aux élèves de « s'approprier les virtualités critiques de l'histoire de leur propre idiome » (Cécilia Suzzoni), la réhabilitation pédagogique du latin est ici défendue comme la condition d'un rapport inventif à sa propre langue. Cette préoccupation peut être qualifiée de politique, en ce qu'elle vise à la restauration d'un puissant lien culturel, comme y insiste par exemple Mireille Huchon (historienne de la langue et spécialiste bien connue de Rabelais) dans un chapitre où se voit transposée à notre temps la fiction antique de l'Hercule gaulois.

On l'aura deviné, la maîtrise d'un français rendu à sa respiration latine prend son sens dans le contexte de ce qu'Alain Borer, poète et spécialiste de Rimbaud, décrit ici

« l'anglobal »). Alain Borer parle d'une « domination par l'oreille », dans la mesure où l'« on passe de l'oreille latine à l'anglo-saxonne, de la francophonie à ce que Raymond Queneau appelait la saxophonie ». La préférence spontanément donnée à des mots importés tels quels trahirait « une infériorisation de soi, à l'œuvre en tous domaines ».

La défense des humanités classiques n'a pas bonne presse. On lui associe volontiers l'image d'une crispation dogmatique, pire, d'un anachronisme coupable en ce qu'il trahirait une nostalgie de temps heureusement révolus. Ce parfum de naphthaline ne se dissipe pas quand on en vient à la langue française. Selon Michel Deguy, « le réflexe lettré qui constate l'inéluctable sur le ton de l'amour du français "original", passe pour réactionnaire ». Cette ombre d'une disqualification a priori plane sur l'ouvrage, ce qui explique les dénégations rappelant fréquemment au lecteur ce qu'un tel livre n'est pas. « Il ne s'agit pas, écrit d'emblée Cécilia Suzzoni, de refaire du latin le chien de garde du français, d'entretenir la nostalgie d'un éden mythique de la langue ». Soucieux de bien distinguer entre une relation dévitalisée (la fossilisation du latin dans les pages roses du Larousse) et un lien fécond producteur de sens, Alain Borer souligne le rôle actif du latin dans les renouveaux successifs de la littérature française à travers les siècles.

Pour mieux balayer le traditionnel soupçon d'élitisme, plusieurs contributeurs devançant l'objection. Spécialiste de littérature française et comparée (on lui doit notamment *La Pensée du roman*, paru en 2003), Thomas Pavel discerne dans la lutte contre un prétendu élitisme la trace d'un conservatisme paradoxal : ne plus offrir aux élèves la possibilité même d'un accès aux langues anciennes revient à « refuser aux gens les moins favorisés les moyens de s'élever au-dessus de leur condition, les y enchaîner, s'assurer qu'ils seront les victimes de la distraction et de l'oubli, les prisonniers de l'utile ». Tout a déjà été écrit sur ce paradoxe d'un train de réformes pensées comme égalitaires, mais dont l'effet paraît inverse de celui escompté. L'École pose un lapin à la grande majorité des élèves pour qui elle demeure le principal sinon le seul vecteur d'instruction. La ligne passera désormais entre ceux qui auront les moyens de se former ailleurs et les autres. Ce ne sont pas, bien sûr, les professeurs mais les arbitrages ministériels qui sont ici en cause, comme le suggérait déjà avec force et finesse l'helléniste Pierre Judet de La Combe dans un récent essai (*L'Avenir des anciens : Oser lire les Grecs et les Latins*, Albin Michel, 2016).

Il n'est pas anodin que le motif du mauvais élève constitue, discret mais non rompu, l'un des fils rouges du recueil. Dans une contribution entraînant intitulée « Désoubli », où il compte le latin parmi ses langues nourricières, Valère Novarina image bien les choses : « Le



© DR

latin difficile – où j'ai été cancre onze ans durant, mais sans lequel jamais je ne pourrais retrouver ni le sens, ni le fil du français et où il va : comme un menuisier qui travaillerait toujours de travers s'il ne savait tactilement, ou par toucher mental, le sens du bois ». La question du latin n'est pas (ne devrait pas être) l'apanage d'une poignée de bons élèves. À cet égard, que l'ALLE organise ses conférences dans les deux plus prestigieux lycées du V^e arrondissement parisien n'est assurément pas fait pour lever les malentendus. À moins de se résoudre à ne prêcher que des convertis, le bon air latin ne gagnerait-il pas à circuler aussi ailleurs ?

.....

Tout a déjà été écrit sur ce paradoxe d'un train de réformes pensées comme égalitaires, mais dont l'effet paraît inverse de celui escompté

.....

On se tromperait en transposant au combat d'aujourd'hui les logiques partisans d'hier et d'avant-hier. En deux siècles de querelle scolaire autour du latin, les lignes de fracture ont eu le temps de se déplacer. Comment nommer ce contre quoi bataillent les auteurs de cet ouvrage ? Même si Laurent Lafforgue (Médaille Fields en 2002) peut, dans un texte percutant, regretter la montée d'un nouveau scientisme fétichisant ses propres outils et confondant « la "réalité" [...] avec les calculs, les algorithmes, les démonstrations bien en forme », la dispute ne dresse pas les humanités classiques contre les filières scientifiques. La présence dans ce volume d'Olivier Rey, philosophe et mathématicien, le confirme à sa manière. Nous ne revivons pas davantage le conflit des humanités modernes et des humanités classiques décrit en 1924 par

Albert Thibaudet dans « Le tournoi du latin » (repris dans ses *Réflexions sur la littérature*, Gallimard, coll. « Quarto », 2007). La hantise qui traverse l'ensemble du volume est plutôt celle de voir la langue réduite au statut (si c'en est un) de pur outil de communication sans épaisseur ni mémoire. La juriste Cécile Moiroud interprète en ce sens le remplacement du terme « usage » par celui d'« emploi » dans le titre des lois concernant la langue française, comme si celle-ci n'était qu'un « instrument de communication dont il suffirait de connaître le mode d'« emploi » pour en assurer le rayonnement ».

Politique, le combat ne se veut pas pour autant partisan. Dans le texte conclusif, Hubert Aupetit affirme que la démarche ici à l'œuvre n'est « ni de droite ni de gauche ». En droit sans aucun doute, mais en fait ? Pour l'heure, tout indique que la cause des humanités demeure cyniquement instrumentalisée, en des sens contraires mais de manière également stérile, par les pôles opposés de l'échiquier politique. Dans l'ouvrage déjà mentionné, Pierre Judet de La Combe déminait avec une grande clarté ce champ polémique en renvoyant dos à dos les hypocrisies et inconséquences de tous bords. ☞

Historien de la littérature, Stéphane Zékian travaille au CNRS. Il s'intéresse notamment à la dimension idéologique et disciplinaire des canons culturels, et plus généralement à l'idée de la France comme « Nation littéraire ». Dans *L'Invention des classiques. Le « siècle de Louis XIV » existe-t-il ?* (CNRS éd., 2012), il a analysé le traitement contrasté du XVII^e siècle et des Lumières dans la mémoire littéraire française.